

POINTS SAILLANTS



**Libérer le potentiel des
entreprises sociales dirigées
par des jeunes**



OECD
Global Action

Promoting
Social & Solidarity
Economy Ecosystems



Ce projet est financé par l'Union
Européenne

À propos de l'OCDE

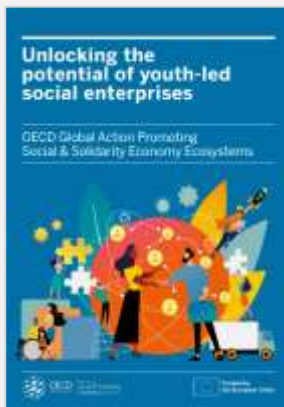
L'OCDE est un forum unique où les gouvernements travaillent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux de la mondialisation. L'OCDE est également à l'avant-garde des efforts visant à comprendre et à aider les gouvernements à répondre aux nouveaux développements et préoccupations, tels que la gouvernance d'entreprise, l'économie de l'information et les défis d'une population vieillissante. L'Organisation offre un cadre où les gouvernements peuvent comparer leurs expériences politiques, chercher des réponses à des problèmes communs, identifier les bonnes pratiques et travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

À propos du Centre de l'OCDE pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes

Le Centre aide les gouvernements locaux, régionaux et nationaux à libérer le potentiel des entrepreneurs et des petites et moyennes entreprises, à promouvoir des régions et des villes inclusives et durables, à stimuler la création d'emplois locaux et à mettre en œuvre des politiques touristiques judicieuses.

À propos de l'Action mondiale de l'OCDE "Promouvoir les écosystèmes de l'économie sociale et solidaire"

En 2020, l'OCDE a lancé l'Action globale « Promouvoir les écosystèmes de l'économie sociale et solidaire », financée par l'Instrument de partenariat extérieur de l'Union européenne, pour soutenir le développement et l'internationalisation de l'économie sociale et solidaire. L'action se concentre sur deux leviers politiques essentiels qui peuvent aider à libérer le potentiel de l'ESS, à savoir les cadres juridiques et la mesure de l'impact social, tout en considérant l'ensemble de l'écosystème politique comme un cadre.



Libérer le potentiel des entreprises sociales dirigées par des jeunes

Vous pouvez accéder le rapport ici :

<https://doi.org/10.1787/d5bddad8-en>

Contact

Amal Chevreau

✉ amal.chevreau@oecd.org

© OCDE 2022

Ce document est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions exprimées et les arguments utilisés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE. Le document et toute carte incluse ici sont sans préjudice du statut ou de la souveraineté.

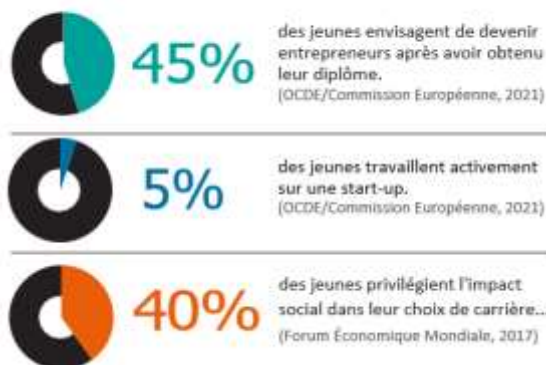
Les entreprises sociales dirigées par des jeunes apportent des solutions aux enjeux sociaux et environnementaux mondiaux les plus pressants

Les jeunes d'aujourd'hui sont passionnés par l'idée du changement. Nombre d'entre eux sont des « natifs » numériques, agiles et innovants, qui créent et développent des entreprises sociales novatrices ; utilisant les nouvelles technologies et des pratiques entrepreneuriales plus responsables pour favoriser le changement.

Les jeunes accordent de plus en plus d'importance à des carrières ayant un impact social et environnemental positif. Dans le monde, deux jeunes sur cinq considèrent l'impact social comme l'un des facteurs décisifs dans leur choix de carrière. En même temps, près de la moitié des jeunes dans les pays de l'OCDE préféreraient travailler en tant qu'indépendants que salariés. Les entreprises sociales peuvent aider les jeunes à transformer ces aspirations en une occasion à la fois pour s'engager dans l'entrepreneuriat et pour générer un impact social positif.

Les jeunes dirigent une part importante des entreprises sociales dans le monde. Jusqu'à 20 % des postes de direction dans les entreprises sociales dans la province de Québec (Canada), en France et en Espagne sont occupés par des jeunes. De plus, un entrepreneur social sur quatre et près de deux personnes sur cinq qui aspirent à rejoindre l'entrepreneuriat social en Australie, aux États-Unis et en Europe occidentale ont moins de 34 ans. Dans certains pays de l'OCDE, les cohortes plus âgées de dirigeants et de travailleurs d'entreprises sociales sont susceptibles de prendre leur retraite au cours de la prochaine décennie. Par exemple, en France, plus de 750 000 employés d'entreprises sociales devraient prendre leur retraite d'ici 2028. Cette évolution

Les jeunes aspirent à l'entrepreneuriat à impact social.



démographique pourrait permettre aux jeunes d'occuper des postes de direction dans ces structures.

Il existe déjà de nombreux exemples de réussite de jeunes en entrepreneuriat social. Par exemple, en France, [Enercoop](#) est un fournisseur d'énergie coopératif fondé par de jeunes entrepreneurs sociaux. L'entreprise fournit de l'énergie 100% renouvelable aux ménages et aux entreprises. En Italie, [Quid](#) est une entreprise sociale fondée en 2013 par de jeunes entrepreneurs sociaux à Vérone. Quid produit des vêtements de manière responsable à partir de tissus récupérés, employant 140 personnes issues de milieux défavorisés. En 2012, deux jeunes entrepreneurs sociaux ont fondé [SINGA](#) pour mettre en relation les réfugiés avec leurs communautés d'accueil, trouver un emploi et s'engager dans des activités sociales. Aujourd'hui, SINGA compte plus de 50 000 membres et 90 employés à temps plein répartis dans sept pays (Belgique, Canada, France, Allemagne, Luxembourg, Espagne et Suisse).

Les entreprises sociales offrent des possibilités d'emploi aux jeunes.



10%

des entreprises en Europe sont des entreprises sociales. (Monzón et Chaves, 2016)



28%

des entrepreneurs sociaux d'Europe occidentale sont âgés de 18 à 34 ans. (Bosma et al., 2016)



18%

des salariés des entreprises sociales françaises devraient prendre leur retraite d'ici 2028. (ESS France, 2020)

Les entreprises sociales contribuent au développement durable et renforcent la résilience économique. Dans l'Union européenne, on compte environ 397 000 entreprises sociales. Elles représentent plus de 6% des emplois dans les pays européens, avec des variations entre les États membres. Elles ont également prospéré en période de crise, en soutenant la résilience économique et sociale. Par exemple, en Espagne et au Portugal, l'emploi dans les entreprises sociales a augmenté après la crise financière de 2007-2008, alors qu'il a stagné dans d'autres types d'entreprises.

Cependant, quand les entreprises sociales sont dirigées par des jeunes elles sont confrontées à des contraintes particulières. Une première contrainte est liée à l'âge des fondateurs, tandis qu'une deuxième concerne les caractéristiques des entreprises sociales. Les objectifs et les modèles d'entreprise des entreprises sociales présentent des caractéristiques spécifiques qui peuvent amplifier les défis auxquels sont généralement confrontés les jeunes entrepreneurs, et vice versa.

Cette double contrainte exacerbe quatre grands défis auxquels sont souvent confrontés les jeunes entrepreneurs ou les entrepreneurs sociaux : l'accès au financement, le manque de compétences spécialisées, la difficulté à identifier les cadres juridiques adéquats et le manque de visibilité des entreprises sociales dirigées par des jeunes. Les entreprises sociales dirigées par des jeunes rencontrent des difficultés pour obtenir des prêts ou des subventions car beaucoup d'entre elles n'ont pas de garanties, d'épargne personnelle ou d'expérience avérée, et les investisseurs ou les donateurs peuvent être moins familiers avec les formes juridiques des entreprises sociales et les modèles d'entreprise hybrides (c'est-à-dire reposant à la fois sur les revenus du marché et les subventions). Les jeunes, en particulier ceux issus de milieux socio-économiques défavorisés, ont des difficultés à acquérir les compétences nécessaires (par exemple, les compétences sociales et émotionnelles, la mobilisation de ressources hybrides et la mesure des impacts sociaux) pour gérer et développer avec succès une entreprise sociale. Les jeunes ont du mal à se retrouver dans la diversité de formes et statuts juridiques disponibles pour les entreprises sociales (par exemple, les associations à revenus marchands, les coopératives, les formes commerciales traditionnelles ou les formes juridiques spécifiques telles que les entreprises solidaires d'utilité sociale en France). La reconnaissance et la visibilité des entreprises sociales dirigées par des jeunes tout comme leur impact social font encore défaut, y compris parmi les décideurs politiques. Il existe un manque d'échanges entre jeunes entrepreneurs sociaux et décideurs publics.

Les gouvernements de nombreux pays de l'OCDE prennent des mesures pour relever ces défis en investissant dans la sensibilisation, le renforcement des capacités et la facilitation de l'accès au financement pour les jeunes impliqués dans l'entrepreneuriat social.

Par exemple, en France, le Secrétariat d'État à l'économie sociale et solidaire soutient les cinq partenaires institutionnels qui organisent le mois annuel de l'économie sociale en novembre pour accroître la visibilité de l'économie sociale auprès du grand public, ainsi qu'une semaine annuelle de l'économie sociale dans les écoles primaires et secondaires. En 2021, la Commission européenne a adopté le plan d'action pour l'économie sociale afin de "rendre l'économie sociale plus visible et améliorer la reconnaissance de son travail et de son potentiel".

Les entreprises sociales, quand elles sont dirigées par des jeunes, leur offrent à la fois la possibilité de diriger une entreprise et l'occasion d'avoir un impact social.



La province de l'Ontario (Canada) a contribué à un fonds de capital délivrant des prêts spécialisés aux jeunes entrepreneurs sociaux. Au Royaume-Uni, la stratégie écossaise d'entreprise sociale a introduit des pistes de formation et d'instruction sur l'entrepreneuriat social à tous niveaux d'enseignement. Entre 2011 et 2018, la Corée a multiplié par cinq ses dépenses annuelles pour les subventions à la création de jeunes entreprises sociales et améliore ses programmes d'éducation et de formation à l'entrepreneuriat social.

Néanmoins, il reste un écart entre ce que les entreprises sociales dirigées par des jeunes considèrent comme les défis les plus importants et le soutien qui leur est apporté. En 2021, l'OCDE a mené une enquête auprès de parties prenantes (les jeunes, les entrepreneurs sociaux, les réseaux et associations d'économie sociale, les experts universitaires) et des décideurs politiques pour recueillir leurs points de vue et mieux comprendre les défis, les opportunités et les structures de soutien existantes pour les entreprises sociales dirigées par des jeunes. Sur la base des données collectées, 76% des parties prenantes issues de l'entrepreneuriat social dirigées par des jeunes considèrent que l'accès au financement est le plus grand défi pour ce groupe d'entreprises sociales. Cependant, seuls 44% des décideurs politiques et 43% des parties prenantes font état de mesures en place pour faciliter l'accès au financement pour les entreprises sociales dirigées par des jeunes (par exemple, un soutien financier direct, une éducation et une formation concernant l'accès au financement, entre autres). Un schéma proche s'applique au défi que représente le manque de connaissances et de compétences des jeunes pour gérer une entreprise sociale (67% des parties prenantes). 48% des décideurs politiques signalent que la disponibilité d'un soutien adapté (par exemple, l'assistance technique, la formation et les intermédiaires spécialisés, entre autres) constitue un défi et 43% la fourniture de conseils adaptés (par exemple, des manuels en libre accès ou des outils adaptés).

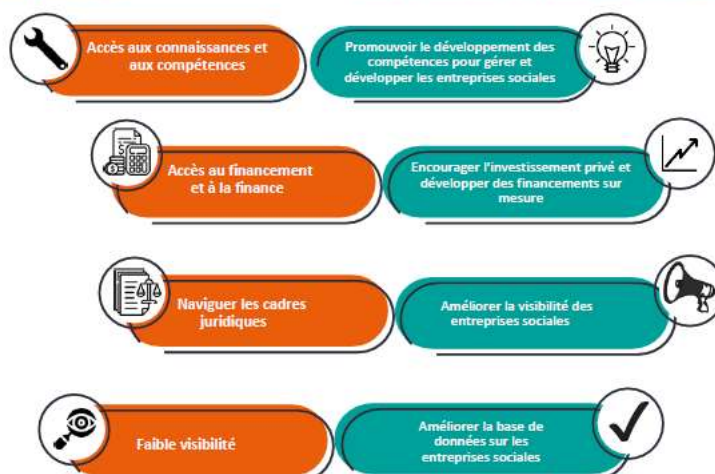
Les entreprises sociales dirigées par des jeunes sont confrontées à une **double contrainte** en raison de leur nature et de leur âge...

Cela intensifie quatre grands défis :

Les décideurs politiques peuvent les aborder en :



Donner aux jeunes un siège à la table



Recommandations OCDE

Outre l'amélioration des conditions cadres des entreprises sociales en général, les décideurs politiques peuvent soutenir les entreprises sociales dirigées par des jeunes grâce à une politique de soutien adaptée. Une série de mesures peuvent être mises en œuvre pour relever les défis spécifiques auxquels sont confrontées les entreprises sociales dirigées par des jeunes, telles que :

- ✓ **Aider les jeunes à acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour lancer, gérer et développer des entreprises sociales.**

L'intégration de l'entrepreneuriat social dans les programmes scolaires du primaire et du secondaire (par exemple en Corée et en Écosse (Royaume-Uni)) peut aider les jeunes à développer l'intérêt et les compétences sociales et émotionnelles nécessaires pour s'engager dans l'entrepreneuriat social. Cela peut également contribuer à réduire davantage les obstacles auxquels sont confrontés les groupes défavorisés à l'accès à l'entrepreneuriat social. Les possibilités de formation spécialisée dans l'enseignement secondaire et supérieur peuvent également développer les compétences commerciales nécessaires pour s'engager dans l'entrepreneuriat social. La co-création d'opportunités d'apprentissage peut permettre aux jeunes de s'approprier le processus et de développer des solutions pour l'avenir qu'ils souhaitent avec les enseignants et les formateurs (par exemple, Enactus dans 35 pays). Cela peut compléter les programmes d'enseignement supérieur, comme celui de l'Institut Marshall de la London School of Economics, et les possibilités de formation spécialisée qui sont déjà accessibles à ceux qui aspirent à rejoindre l'entrepreneuriat social dans de nombreux pays.

- ✓ **Encourager l'investissement privé et développer des opportunités de financement et d'aide financière adaptées aux entreprises sociales dirigées par des jeunes, accompagnées d'orientations claires.**

Les décideurs politiques peuvent améliorer l'accès au financement (les fonds fournis par les agences gouvernementales) et au financement (le capital fourni par les bailleurs tels que les banques et les investisseurs privés) pour les entreprises sociales dirigées par des jeunes de différentes manières. Les entreprises sociales cherchent généralement à obtenir un impact social à long terme au niveau local. Ces objectifs et le champ d'action local peuvent limiter leurs perspectives de croissance et nécessiter un accès (souvent rare) à des capitaux patients. Néanmoins, les entreprises sociales dirigées par des jeunes peuvent représenter une opportunité d'investissement intéressante pour des marchés et des capitaux à la recherche d'investissements à impact social ou écologique. Les subventions de démarrage pour les entreprises sociales dirigées par des jeunes, qui couvrent les besoins initiaux de financement, sont de plus en plus courantes. Pour soutenir leur survie, les décideurs politiques peuvent les compléter par un ensemble d'autres outils. Il s'agit notamment d'intermédiaires financiers spécialisés (des organisations ou des banques spécialisées qui servent d'intermédiaires entre les financeurs et les entreprises sociales dirigées par des jeunes à la recherche d'un prêt, comme le Youth Social Innovation Capital Fund au Canada), des subventions de croissance (par exemple Young Social Entrepreneurs Global à Singapour), et des prêts et garanties de prêts financés par des fonds publics (par exemple La Social Cup en France). Avec la sensibilisation et les connaissances nécessaires pour s'orienter dans ces mesures, les entreprises sociales dirigées par des jeunes peuvent améliorer leur accès au financement.

- ✓ **Améliorer le profil des entreprises sociales de manière plus générale, y compris par le biais de cadres juridiques, peut stimuler la reconnaissance des entreprises sociales dirigées par des jeunes.**

Des conditions-cadres solides pour les entreprises sociales, co-crées avec les entreprises sociales elles-mêmes sur des bases juridiques claires, soutiennent l'attractivité de l'entrepreneuriat social menés par les jeunes. Les campagnes de sensibilisation (par exemple la campagne "Buy Social" de Social Enterprise UK), les prix et les événements (par exemple les "30 under 30" de Forbes ou le Youth Social Enterprise World Forum), peuvent contribuer à sensibiliser le public et les décideurs politiques sur les impacts sociaux et environnementaux positifs générés par les entreprises sociales dirigées par des jeunes. Les prix qui récompensent les entreprises sociales dirigées par des jeunes contribuent également à améliorer leur profil et à inspirer d'autres personnes à utiliser l'entrepreneuriat social pour relever les défis de leurs propres communautés.

<p>✓ Améliorer les bases de données sur les entreprises sociales dirigées par des jeunes.</p>	<p>La collecte de données ventilées par âge (et par sexe) ainsi que des informations sur les compétences requises dans l'entrepreneuriat social, le succès et la performance des entreprises sociales dirigées par des jeunes et les programmes de soutien, est une étape importante pour informer les politiques qui les soutiennent efficacement. Avec des définitions claires des entreprises sociales (par exemple en termes de définitions ou de statuts juridiques) qui sont enregistrées, les registres d'entreprises existants, les enquêtes sur la main-d'œuvre et les données programmatiques peuvent aider à comprendre la taille et les caractéristiques du marché du travail des entreprises sociales, ses perspectives de croissance et l'efficacité des programmes. Au Royaume-Uni, le Ministère du numérique, de la culture, des médias et du sport et le ministère des Affaires, de l'énergie et de la stratégie industrielle évalue régulièrement les tendances du marché des entreprises sociales sur la base des données d'enquêtes existantes sur les PME. La province de Québec (Canada) collecte régulièrement des données détaillées sur les entreprises sociales dirigées par des jeunes. Cela nécessite une définition claire et des critères communs pour les entreprises sociales au sein des institutions gouvernementales.</p>
<p>✓ Donner aux jeunes un siège à la table afin que leurs perspectives et leurs besoins soient pris en compte et traités dans des cadres politiques.</p>	<p>Les pays, les régions et les autorités locales peuvent étendre les pratiques existantes en matière d'engagement public pour intégrer les jeunes entrepreneurs sociaux dans des consultations de parties prenantes. Il peut s'agir de consultations ad hoc des organisations de jeunesse dans le cadre de programmes de soutien financier ou d'investissements dans les infrastructures (par exemple, pour les infrastructures urbaines, les centres de jeunesse ou les services d'aide aux entreprises), d'actions de sensibilisation ciblées auprès des jeunes sur l'emploi dans l'économie sociale, comme au Brésil, ou de la création d'organes consultatifs pour les jeunes, comme en France, où un cinquième des membres nommés au Conseil national de l'économie sociale (organe d'élaboration des politiques) en 2015 étaient des jeunes.</p>